

## **«L’Allemagne a pris une décision révolutionnaire en matière de défense»**

*Intervista a Claudia Major*

Le chancelier Friedrich Merz cherche l’équilibre entre une souveraineté européenne renforcée et sa relation transatlantique traditionnelle, estime la spécialiste des questions de défense

Politiste allemande, spécialiste des questions de défense et des relations transatlantiques, Claudia Major est actuellement la vice-présidente senior du German Marshall Fund, où elle supervise les initiatives liées à la sécurité entre l’Europe et les Etats-Unis.

**« L’Allemagne est de retour », a déclaré Friedrich Merz, mi-mars, avant même de prendre ses fonctions comme chancelier. Trois mois et demi plus tard, qu’en est-il ?**

Il est encore très tôt pour dresser un bilan complet, mais on voit déjà que Friedrich Merz a de grandes ambitions pour l’Allemagne. En janvier, dans un discours prononcé un mois avant les législatives à la Fondation Körber, il avait déclaré : « Nous devons cesser d’être une puissance moyenne endormie pour devenir une puissance moyenne qui assume un leadership. » C’est une rupture très claire avec son prédécesseur, Olaf Scholz.

En raison des désaccords permanents entre les trois partis de sa coalition, l’Allemagne s’est souvent trouvée dans l’incapacité de parler d’une seule voix sur les questions internationales. A Bruxelles, c’est même devenu une expression. On s’est mis à parler du « vote allemand » pour désigner cette tendance qu’avait Berlin à s’abstenir lors de votes importants parce que les différents partis de sa coalition étaient incapables de trouver une position commune. En outre, Olaf Scholz, qui avait tissé des liens étroits

avec le président américain Joe Biden, cherchait à investir davantage dans la relation transatlantique que dans l'Europe.

### **Avec Friedrich Merz, les choses sont plus claires ?**

Je dirais qu'il a exprimé d'emblée quelques ambitions et idées fortes, de façon beaucoup plus nette que son prédécesseur. D'abord, en désignant la Russie comme la menace principale pour l'Europe et l'Allemagne. Ensuite, en affirmant que, face à cette menace, la priorité est de renforcer les capacités militaires, afin que l'Allemagne soit dotée de la plus forte armée conventionnelle d'Europe. Enfin, en disant que cet investissement dans la défense allemande n'a de sens que s'il s'inscrit dans un cadre européen. A ce propos, il a parlé de « souveraineté stratégique européenne », des mots chers à la France. Vis-à-vis de la Chine, aussi, il s'est positionné beaucoup plus clairement qu'Olaf Scholz, en prônant une stratégie de *derisking* [« atténuation des risques »], afin de réduire notre dépendance à l'égard de Pékin. Sur ce sujet aussi, la coalition précédente était tiraillée entre des forces contraires, ce qui rendait sa position assez peu lisible.

### **Les ambitions sont une chose, encore faut-il que les actes suivent. Est-ce le cas ?**

Pour qu'un projet politique soit mis en œuvre, il faut des moyens à la hauteur et des structures efficaces. Les moyens sont là : avant même l'investiture du nouveau gouvernement, le Bundestag sortant a adopté une révision constitutionnelle qui suspend le « frein à la dette » pour toute dépense de défense supérieure à 1 % du produit intérieur brut [PIB].

Autrement dit, il n'y a plus aucun plafond, sauf celui qui a été décidé par la commission du budget du Bundestag. D'ailleurs, l'Allemagne est l'un des rares pays à pouvoir atteindre les nouveaux objectifs budgétaires fixés au sommet de l'OTAN, le 25 juin – à savoir 3,5 % pour la défense, et 1,5 % pour les infrastructures et l'innovation. Selon la prévision budgétaire publiée juste avant le sommet, l'Allemagne aura déjà atteint les 3,5 % en 2029, parvenant à la somme vertigineuse de 153 milliards d'euros, soit un triplement du budget actuel. Le gouvernement Merz a également créé un fonds spécial de 500 milliards d'euros pour améliorer les infrastructures, que Berlin pourra utiliser afin d'atteindre l'objectif de 1,5 %.

Quand on sait à quel point les Allemands sont réticents à l'idée de réviser leur Loi fondamentale, quand on connaît l'attachement de la CDU [*Union chrétienne-démocrate*], le parti de Friedrich Merz, à l'orthodoxie budgétaire, et quand on sait combien il a été difficile pendant des décennies, pour l'Allemagne, de considérer la défense comme une priorité, on mesure à quel point cette décision, prise en seulement quelques jours, est révolutionnaire. A titre personnel, jamais je n'aurais imaginé une telle chose possible.

Quant aux structures, Merz a pris une décision forte en décidant de créer un conseil de sécurité nationale pour coordonner, au niveau de la chancellerie, la politique étrangère et de sécurité, et pour investir davantage dans la réflexion stratégique et la prospective. En Allemagne, le manque de coordination en la matière est un vrai problème depuis longtemps, en raison de l'autonomie très grande dont jouissent les différents ministères et les Länder, à la différence de la France, où l'architecture gouvernementale est beaucoup plus centralisée. Les hommes-clés de cette nouvelle structure sont Jacob Schrot, un jeune conseiller très proche de Merz, et deux diplomates chevronnés et respectés, Günter Sautter et Michael Clauss.

Autre point important : pour la première fois depuis 1966, le chancelier et le ministre des affaires étrangères appartiennent au même parti. Ce n'était pas le cas traditionnellement, et cela peut constituer un vrai problème. On l'a constaté sous le gouvernement précédent, marqué par des désaccords répétés entre Olaf Scholz et la ministre écologiste des affaires étrangères Annalena Baerbock.

### **Les mesures ont donc été prises pour permettre à l'Allemagne de jouer un rôle accru dans la construction d'une Europe de la défense ?**

Outre les décisions structurelles et financières, l'accord de coalition que les conservateurs [*CDU/CSU*] et les sociaux-démocrates [*SPD*] ont signé en mai contient une série de propositions qui peuvent avoir des conséquences importantes. Dans le domaine de la défense, plusieurs initiatives sont ainsi prévues pour simplifier et accélérer le processus d'acquisition de matériel militaire. Le gouvernement s'engage également en faveur de l'industrie de défense allemande, notamment en envisageant d'entrer au capital des industries-clés si la structure de leur propriété les expose au risque d'un contrôle étranger.

**Après avoir initialement affirmé vouloir renforcer l'indépendance de l'Europe vis-à-vis des Etats-Unis, Friedrich Merz a, depuis, modéré ses propos, et le « contrat de coalition » réaffirme l'importance du partenariat transatlantique, ce qui ne constitue pas une véritable rupture...**

Je suis entièrement d'accord. Il ne faut pas oublier que Merz, comme la plupart des personnes autour de lui, est un atlantiste convaincu – une conviction qui n'est d'ailleurs pas contradictoire avec un engagement européen très fort. Lui-même a, par exemple, dirigé l'Atlantik-Brücke, un organisme créé pendant la guerre froide, dont l'objectif est d'œuvrer à un rapprochement toujours plus étroit entre l'Allemagne et les Etats-Unis. Pour quelqu'un comme lui et pour beaucoup de ses collègues membres de la coalition, il n'est pas envisageable d'acter publiquement une forme de divorce avec Washington. Par ailleurs, il faut bien rappeler une réalité : en matière de défense, les Européens ne sont pas prêts à se passer des Etats-Unis. Merz en est très conscient : tant que l'Europe n'aura pas fait des progrès considérables, elle aura besoin des Américains. Car même si, rhétoriquement, les Etats-Unis se comportent de moins en moins comme un allié à qui on peut faire confiance, militairement, leur dispositif en Europe n'a pas encore changé. Ils restent incontournables, et nous n'avons pas encore les forces suffisantes pour pouvoir nous permettre de faire sans eux, que ce soit en matière de leadership politique, dans le domaine conventionnel ou en ce qui concerne la dissuasion nucléaire. Les lacunes européennes dans des domaines comme la défense aérienne, les missiles à longue portée, le renseignement, la cyberdéfense, et tout simplement le nombre de soldats, sont considérables. Pendant soixante-dix ans, les Etats-Unis ont été l'« assurance-vie » de l'Allemagne en matière de défense : un tel rôle ne peut pas être remis en cause ou remplacé du jour au lendemain.

**Friedrich Merz va-t-il plutôt suivre un agenda atlantiste ou européen ?**

Toute la question maintenant va être effectivement de savoir comment Merz va articuler ses différentes ambitions entre, d'un côté, sauver la relation transatlantique et, de l'autre, approfondir la coopération européenne. Sans oublier l'autre de ses priorités, qui est « *le retour de l'Allemagne* ».

Sur le principe, tout le monde ne peut que se féliciter du fait que l'Allemagne assume davantage de responsabilité et de leadership, et le risque que cela se traduise par

du « *Germany first* », autrement dit de « *l'Allemagne d'abord* », semble être minimal en ce moment. Reste à savoir si l'Europe accepte ce leadership, à commencer par Emmanuel Macron, avec qui Friedrich Merz a pour l'instant réussi à nouer un dialogue beaucoup plus étroit qu'Olaf Scholz.

**Après avoir durci le ton vis-à-vis d'Israël sur la situation à Gaza en utilisant des mots inhabituellement sévères de la part d'un chancelier allemand, Friedrich Merz s'est finalement rapproché de la position du gouvernement Nétanyahou en affirmant qu'« Israël fait le sale boulot pour nous tous » en Iran. L'Allemagne pourrait-elle opérer un changement de cap sur ce dossier ?**

Je ne le pense pas. D'ailleurs, en Allemagne, la faiblesse des Européens dans ce dossier a été amèrement remarquée. Les bombardements menés par Israël et les Etats-Unis ont mis les Européens devant le fait accompli et montré que leurs tentatives de négociations ne comptaient pas. Les Européens n'ont finalement joué aucun rôle, n'ont pas été impliqués et ont simplement été informés. Il leur manque les instruments de puissance, leurs outils économiques et réglementaires traditionnels ne jouant aucun rôle dans ce contexte.